



ipse

Mai 2017

Folio 74



Qu'est-ce qui vous **per**turbe ?



44° Rencontre Ipsse - Edimbourg, les 31 août et 1^{er} septembre 2017

Au sommaire

Édito

- 3 - L'Europe stop ou encore !

A propos

- 4 - L'OCIRP, assureur à vocation sociale, engagé pour l'autonomie
8 - OCIRP, a social insurer, committed to autonomy

Folioles

- 10 - Conférence débat Ipse
10 - 60^e anniversaire du Traité de Rome
11 - 60th Anniversary of the Treaty of Rome
11 - La voie du mutualisme
11 - 17^e Colloque Professionnel Ipse

Dialogue

- 12 - Lutte contre le cancer : merci l'Europe !

Échotiers

- 15 - Réveillons nous !
15 - De Fralib à La Marque 1336
15 - Vers un statut européen du lanceur d'alerte ?

Folioscopie

- 16 - La Nurserie Culture et Innovation, Audiens accompagne les jeunes entrepreneurs

Foliofocus

- 18 - Le Revenu universel est-il un nouveau défi pour la protection sociale ?
20 - Le Revenu universel, Entretien avec **Guillaume Duval**, Rédacteur en chef du mensuel Alternatives Economiques

Reflets d'Europe

- 22 - Une neige enivrante !
21 - Aarhus et Paphos : les deux nouvelles capitales européennes de la culture
23 - Aarhus and Paphos : the two new European capitals of culture
23 - An exhilarating now !
24 - L'autre côté de l'espoir
24 - Mobilisation internationale pour la défense du cinéma portugais
25 - International mobilization for the defense of Portuguese cinema
25 - The other side of hope

Foliothèque

- 26 - À lire...

Folliforme

- 27 - Présentation de RES – Réseau Environnement Santé avec **André Cicoella**, chimiste et toxicologue, conseiller scientifique à l'Institut national de l'environnement industriel et des risques
30 - Presentation of RES - Réseau Environnement Santé interview with **André Cicoella**, chemist and toxicologist, scientific advisor at the National Institute for the Industrial Environment and Risks
32 - De Motor Town à ville verte, il n'y a qu'un pas
33 - From Motor Town to Green City, in just one step
34 - Follitruks
35 - Follibook

Ipse

• 92, Boulevard de Magenta - 75010 Paris
Tél. +33 1 40 37 13 88 - Fax +33 1 40 36 07 65
• Square Gutenberg, 8 / B-1000 - BRUXELLES
Tél +32 2 280 44 82/ Fax +32 2 230 50 07
europesociale@euroipse.org
http://www.euroipse.org

FOLIO 74 Mai 2017 ISSN 1278-6160

Directeur de la publication :
Dominique Boucher

Rédacteurs :

Dominique Boucher, Annie-Claude Blondin,
Camille Boucher, Lillianne Camard, Myriam Serres

Traductions :

Carlos Fiuza

Illustrations :

Jean-Pierre Terrien

Conception, réalisation et impression :

Lillianne Camard

AGENDA

Comex

Mardi 16 mai à 9h

Conférence des présidents

Mardi 16 mai à 10h30

18^e Colloque professionnel Ipse

Mercredi 17 mai de 9h à 13h

Commission Communication

Mercredi 31 mai à 9h30

Conseil d'administration

Jeudi 8 juin à 9h

L'Europe stop ou encore !

L'Union européenne réunit encore 28 Etats. Même revenue à 27, sa population avoisinera les 450 millions d'habitants et son économie restera la première du Monde. Ceci peut effectivement être présenté comme une force considérable.

A cela ajoutons que cette partie du continent européen -demeure malgré la persistance d'attentats terroristes perpétrés pour le compte d'un faux Etat islamiste- un havre de paix, une adhésion à des valeurs fragilisées mais somme toute globalement partagées et une libre circulation.

Et pourtant : cette Union n'est en rien fédérale, l'Euro par exemple ne concerne qu'une partie, certes conséquente, de l'ensemble et si en matière de marché intérieur les décisions sont prises en majorité qualifiée, « l'inter-gouvernementale » prédomine sur l'intérêt général européen. Ce n'est pas un fait nouveau que les dirigeants nationaux, bien qu'ils se soient accordés à Bruxelles, dénoncent une fois revenus en leur propre capitale la commode hydre bruxelloise. Sauf que les tensions n'ont jamais autant été exacerbées entre pays, régions et en leur sein sur les sujets européens.

Au début de ce siècle, un élargissement aveugle a conduit trop rapidement la communauté à 28 Membres. Cette précipitation a dilué un sentiment européen déjà tenu, a renforcé des égoïsmes nationaux particulièrement sur les questions environnementales plus récemment l'accueil ou le rejet des réfugiés, plus quotidiennement par la concurrence fiscale et celle du coût du travail, expressions de honteux dumping !

Ces tensions conduisent les citoyens européens, même les plus europhiles, à prendre de plus en plus leur distance avec une Europe tant désirée, mais dans laquelle ils ne se reconnaissent plus guère. Un point de rejet tel que manifesté par une partie importante du corps électoral lors des récentes élections présidentielles françaises. Les temps ont changé et nous assistons au passage d'un riche « consensus permissif » à une « dissension contraignante ».

La montée en puissance de l'eurosepticisme crée des mécontentements dont l'expression est ce populisme, aussi résultat de comportements des élites qui manquent à leur devoir de veiller équitablement

aux intérêts de tous et pas seulement à ceux qui leur ressemblent !

Après des années de crise ayant creusé les fractures de l'inégalité, **l'urgence est de remettre en avant l'Europe sociale** dont les deux termes associés sont par trop perçus comme un oxymore. Deux perspectives de propositions législatives pourraient aller en ce sens. La modernisation du règlement sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et la révision de la très sensible directive sur le détachement de travailleurs. **Les politiques de santé et de revenus de remplacement, figurent comme première préoccupation des européens.** Or ces sujets sont ballotés entre une concurrence commerciale où le coût de la protection sociale pèse en toute déloyauté imposant une régulation communautaire et la seule compétence des Etats, leur souveraineté en matière sociale. Les pays scandinaves et nordiques redoutent une convergence avec un nivellement par le bas et d'autres craignent une harmonisation rendant aléatoire leurs avantages d'industrie de main-d'œuvre mal protégée mais de faible coût.

Le « socle européen des droits sociaux » se veut un outil rendant possible une sortie par le haut de ces dichotomies. Lors de ses débats, l'Ipse a été consulté et nous avons eu à cœur d'y associer au plus près nos adhérents et premiers partenaires. Reconnaissons que si nous fûmes entendus par les instances communautaires et certaines nationales, la mobilisation de nos groupes de protection sociale et mutuelles fut globalement trop faible, tant ces enjeux pourtant cruciaux, voire à terme existentiels, paraissent pour nombre d'entre eux comme lointains !

Aussi, nous devons remettre sur le métier continuellement nos travaux de sensibilisation, les visites d'études que nous organisons en Europe pour nos membres, comme nos Rencontre Ipse et autres manifestations y concourent.

Ce sont ces efforts qui doivent être davantage partagés dans la communauté Ipse et de concert avec nos partenaires, qui autoriseront des pressions et des actions des plus concrètes et efficaces pour redonner goût à une Europe de justice, de responsabilité et de citoyenneté comme cela est inscrit dans notre Charte européenne des entreprises de protection sociale. ■



Dominique Boucher
Délégué général
de l'Ipse

L'OCIRP, assureur à vocation sociale, engagé pour l'autonomie



Union d'organismes de prévoyance, assureur paritaire à but non lucratif, l'OCIRP, adhérent à l'Ipse, protège depuis 50 ans les salariés et leur famille face aux risques de la vie : veuvage, orphelinage, handicap et perte d'autonomie. L'OCIRP, c'est près de 6 millions de garanties dans 1,3 million d'entreprises adhérentes relevant de 120 branches professionnelles.

L'OCIRP met l'autonomie au cœur du débat

L'OCIRP organise depuis bientôt 10 ans le **Débat Autonomie**, en partenariat avec les groupes de protection sociale, le CTIP et la mutualité (AG2R La Mondiale, Humanis, Klesia, Malakoff Médéric, Mutex, Pro BTP ...). Cette manifestation annuelle réunit chaque année 500 à 600 personnes à la Maison de la Radio. Elle rassemble toutes les parties prenantes de la perte d'autonomie et du vieillissement : IP, acteurs de la protection sociale, partenaires sociaux, entreprises et responsables politiques. Le Débat fait le point sur les innovations et bonnes pratiques des GPS et bénéficie de l'éclairage d'experts. Il permet l'échange d'expériences, une réflexion commune et un dialogue avec les pouvoirs publics. Organisé en partenariat avec *France Info*, *Le Monde*, *LCP-Assemblée nationale* et *notretemps.com*, il bénéficie d'importantes retombées médiatiques.

A l'occasion du Débat sont révélés les résultats du **Baromètre OCIRP Autonomie**, seule étude à interroger salariés, particuliers, délégués syndicaux et directeurs des ressources humaines sur les enjeux liés à la perte d'autonomie. En 2017 le Baromètre OCIRP Autonomie révèle que 67,4% des Français sont favorables à la mise en place d'une réforme assurant un financement durable de ce risque entre 2017 et 2022. L'étude montre également que la perte d'autonomie est considérée comme un sujet important ou primordial pour + de 77% des Français.

En janvier 2017, *Le Monde* et l'OCIRP ont interrogé les candidat(e)s à l'élection présidentielle française sur leurs propositions pour l'autonomie. L'OCIRP soutient également la con-

sultation citoyenne **bienvieillir2017.fr**, organisée par ON-MEDIO, éditeur de SilverEco.fr, le portail national de la Silver économie avec le CRITADA (Centre recherche et innovation, territoires amis des aînés). Il est aussi partenaire et contributeur de l'étude **Société vieillissante, société innovante - L'ESS au défi du vieillissement démographique** réalisée en 2016 par la Fonda (Fabrique associative) et Futuribles International.



À propos



FOCUS:
les 10 ans du Prix OCIRP Handicap en 2017

Chaque année, le Prix OCIRP acteurs économiques & Handicap met à l'honneur des projets visant une meilleure intégration sociale des personnes en situation de handicap.

Retour sur trois innovations technologiques gagnantes

• 2016 - Un jeu vidéo accessible aux déficients visuels ...



À la différence des films ou des livres, aucun jeu vidéo d'action n'était accessible aux déficients visuels. Une époque désormais révolue grâce à une initiative pionnière, portée par l'éditeur de logiciels DOWINO : la création d'un jeu vidéo d'aventure audio, A Blind Legend, adapté aux gestes tactiles sur mobile, et misant sur un environnement sonore en 3D. Pour Pierre-Alain Gagne, cofondateur de DOWINO, « tout le challenge consistait à remplacer la vue par l'ouïe. Nous voulions offrir une expérience sensorielle inédite aux déficients visuels, mais aussi aux voyants, afin de les sensibiliser à ce handicap. »

• 2015 - Une montre favorisant l'autonomie des jeunes autistes

Pour les parents de jeunes autistes, les gains d'autonomie sont une priorité, mais aussi un défi. Un défi qu'Estelle Ast a relevé en faisant preuve d'innovation.

« En 2015 j'ai décidé de mettre l'accent sur ce sujet avec mon fils de 11 ans. On utilise pour cela des séquentiels, c'est-à-dire des supports visuels qui écrivent la suite nécessaire à la réalisation d'une tâche – prendre une douche, se rendre à l'arrêt de bus, etc. » Elle s'intéresse alors aux applications, mais s'inquiète du risque d'oubli du téléphone ou de la tablette. « J'ai pensé à une montre connectée, mais aucune application n'existait sur ce support. J'ai donc décidé de la concevoir. »



• 2014 - Une canne blanche intelligente

C'est à l'occasion de leur projet de fin d'études que plusieurs élèves ingénieurs de l'ESSTIN décident de concevoir un objet intelligent, destiné aux personnes aveugles et malvoyantes.

« Il existe de plus en plus d'innovations pour améliorer la vie quotidienne, mais elles concernent essentiellement le grand public, explique Mathieu Chevalier, fondateur d'Handisco.

Nous souhaitons répondre aux besoins de personnes fragilisées. Il existait déjà des cannes électroniques, mais aucune n'était dotée d'un système intelligent. »



Des mots pour le dire

L'OCIRP a aussi porté un regard sur le mot « Deuil » et sa signification dans la vie des familles, d'où la parution d'une brochure, soutenue par Dialogue & Solidarité, est le premier projet réalisé par le collectif inter associatif autour du deuil créé en juillet 2015, renouant avec la dynamique impulsée par le Dr Michel Hanus à l'association « Vivre son deuil ».



Le mot « deuil » est souvent employé mais son sens, sa temporalité, son processus sont méconnus. Sa réalité resterait-elle taboue ? Chacun est amené à vivre la mort d'un proche. Mieux comprendre le deuil, c'est se donner des ressources pour faire face au chagrin, à la peur, à la culpabilité, à la colère. C'est pouvoir mieux comprendre ses proches, vivre cette épreuve pour ensuite la surmonter.

L'impact du deuil dans la société est occulté alors que des risques existent concernant la santé, l'emploi, la scolarité pour les enfants ou les adolescents... Parler du deuil suite à un décès est une question de santé publique. Il n'existe pas un deuil mais des deuils, tous singuliers. Cette brochure évoque des histoires de vies. Elle tente d'apporter des repères pour connaître la réalité du processus de deuil.

Nous terminerons nos focus sur le prochain rendez-vous à ne pas manquer, le 29 juin 2017. Tous les candidats au Prix OCIRP sont invités à la soirée de remise des Prix, dans le studio 104 de la Maison de la Radio à Paris, moment fort où les noms des lauréats seront dévoilés, mais aussi, une formidable occasion de rencontrer un grand nombre d'acteurs du handicap ! ■

OCIRP, a social insurer, committed to autonomy



For 50 years, OCIRP, member of Ipse, has been protecting employees and their families against the risks of life : widowhood, orphanage, disability and loss of autonomy. OCIRP has close to 6 million guarantees in 1.3 million member companies covering 120 professional sec-

OCIRP places autonomy at the heart of the debate

OCIRP has been organizing for nearly 10 years the Autonomy Debate, in partnership with social welfare groups, the CTIP and mutual societies (AG2R La Mondiale, Humanis, Klesia, Malakoff Médéric, Mutex, Pro BTP...). This annual event brings together 500 to 600 people each year at the Maison de la Radio. It gathers all stakeholders in the loss of autonomy and aging: IPs, social protection actors, social partners, companies and politicians. The Debate provides an update on the social welfare groups' innovations and best practices and benefits from the insights of experts. It allows the exchange of experiences, a common reflection and a dialogue with the public authorities. Organized in partnership with France Info, Le Monde, LCP-Assemblée nationale and notretemps.com, it enjoys extensive media coverage.

On the occasion of the Debate, the results of the OCIRP Autonomy Barometer are disclosed, the only study that surveys employees, individuals, trade union representatives and human resources managers on issues related to the loss of autonomy. In 2017, the OCIRP Autonomy Barometer reveals that 67.4% of the French people are in favour of implementing a reform



guaranteeing sustainable financing of this risk between 2017 and 2022. The study also shows that the loss of autonomy is considered as an important or paramount topic for more than 77% of French people.

In January 2017, Le Monde and the OCIRP interviewed the candidate(s) to the French presidential election on their proposals for autonomy. The OCIRP also supports the citizen consultation bienveillir2017.fr organized by ON-MEDIO, editor of SilverEco.fr, the national portal of the Silver economy with CRITADA (Centre for Research and Innovation, senior-friendly territories). He is also a partner and contributor to the study Aging company, innovative company - ESS facing the challenge of demographic aging carried out in 2016 by Fonda (associative plant) and Futuribles International.

À propos

OCIRP, a player in the Silver Economy



The OCIRP is also committed to the SISA Fund for the Silver Economy. Since its launch in 2014 by Innovation Capital, a subsidiary of Caisse des Dépôts et Consignations, OCIRP is one of the subscribers – with Bpifrance, Klesia, Malakoff Médéric, IRCEM, Harmonie Mutuelle, Humanis, AG2R La Mondiale, Matmut and Pro-Btp) of this sectoral fund. Seven com-

panies are supported, active in the monitoring of ambulatory chronic diseases (VOLUNTIS), self-collection of patient clinical data (KAYENTIS), facilitating access to healthcare (ZESTY) or optical distance testing (FITTING BOX), handicap (exoskeleton WANDERCRAFT), training of healthcare professionals and patient safety (BIOMODEX) and teleconsultation (H4D).

OCIRP, a social insurer



As part of the OCIRP DEPENDANCE guarantee, in the event of loss of autonomy, the covered employee and/or the caregiver benefit from a specific pension and social support. No medical selection is practiced. The assistance component of the guarantee has just been strengthened. In case of dependency, adapted services are offered: psychological support and social support, conviviality calls, medical, legal and practical information, access to a website, health and wellness benefits. In order to promote

home care: housing development, tele-assistance, home visits, etc. In the event of an emergency, home care, night care, support for medical consultations or the project to enter an institution are planned. Assistance to caregivers is provided by a general information service, psychosocial assistance, depletion prevention measures, day-to-day support, support for work/life balance and crisis support by means of financial assistance (homecare services, temporary accommodation, day care, etc.).

An evolution in motion for 50 years in the service of the human

In 2017, OCIRP celebrates its 50th anniversary as well as the 10th anniversary of the Handicap Award. In this context, Ipse offers various focus on the particularities of our member.

Since its creation in 1967, OCIRP has demonstrated its capacity to evolve, from its primary vocation – the protection of widows and orphans – to a broader dimension encompassing a range of risks and hazards which any family can be confronted with.

The dynamics generated by the social

partners have never faded, correcting the common legal systems inadequacies and innovating in areas they had left behind. These dynamics are based on values that ‘paritarianism’ has developed in a social field that advocates solidarity, support and guidance for those whose life risks have altered its course. The success of OCIRP is also that of the social welfare institutions and the strength of the Union is guided by the concern to provide the best welfare guarantees to employees on the major risks of life.

The ambition of OCIRP today, in 2017, is to continue to progress, at a time when the concept of family has evolved: today it no longer resembles what it was in 1967. Besides, there is probably no more sense in writing ‘family’ in the singular, so diverse are family situations today...

The core values of OCIRP are and remain: *demanding, solidarity, humanism, commitment and innovation.*

À propos

FOCUS : 10th anniversary of the OCIRP Handicap Award in 2017

Each year, the OCIRP Economic actors & Handicap Award honours projects aimed at improving the social integration of people with disabilities.

Three winning technological innovations in hindsight

• **2016 - A videogame accessible to the visually impaired...**

Unlike movies or books, there were no action videogames accessible to the visually impaired. A bygone era thanks to a pioneering initiative driven by the software company DOWiNO: A Blind Legend, is a touch-screen audio adventure videogame with a 3D sound environment. For



Pierre-Alain Gagne, co-founder of DOWiNO, “the challenge was to replace sight by hearing. We wanted to offer an unprecedented sensory experience to the visually impaired, but also to seers, to make them aware of this handicap.”

• **2015 - A watch that promotes autonomy for young people with autism**

For the parents of youngsters with autism, their children’s gains in autonomy are a priority, but also a challenge. A challenge that Estelle Ast has demonstrated through innovation.

“In 2015, I decided to focus on this subject with my 11 year old son. We used sequential tools, i.e. visual supports that have written on them the sequence necessary for carrying out



a task – take a shower, go to the bus stop, and so on.” She thought about apps, but was concerned about the risk of the child forgetting the phone or the tablet. “I thought of a connected watch, but no application existed for this support. So I decided to design it.”

• **2014 - A smart white cane**

Several engineering students from ESSTIN decided to design a smart object for the blind and partially sighted. “There are more and more innovations to improve everyday life, but they mainly concern the general public,” explains Mathieu Chevalier, founder of Handisco.

We wanted to meet the needs of vulnerable people. There were already electronic canes, but none had a smart system.”



FOCUS : Words to say it

OCIRP also took a look at the word “Mourning” and its meaning in the life of the families. Hence the publication of a brochure, supported by Dialogue & Solidarité, which is the first project realized by this inter-associations group on mourning created in July 2015, renewing the dynamics impelled by Dr. Michel Hanus to the association “Vivre son deuil”.

The word “mourning” is used often, but its meaning, its temporality, its process are misunderstood. Is this still a taboo? Everyone will eventually have to endure the death of a

loved one. A better understanding of mourning means giving oneself resources to face grief, fear, guilt, and anger. This is to better understand our loved ones and go through this trial in order to overcome it.

The impact of bereavement in society is hidden, while it entails risks exist for health, employment, school for children or adolescents... Grieving after a death is a public health issue. There is no one mourning but several mournings, all singular. This booklet tells life stories. It sets out some reference points raising awareness to the reality of the process of mourning.

We close with a focus on the **next appointment**, not to be missed, on 29 June. All OCIRP Award candidates are invited to the awards evening in Studio 104, Maison de la Radio, Paris, the moment when the winners will be unveiled, but also a great opportunity to meet many of the disability actors! ■



Conférence débat Ipse



L'Ipse a été accueilli par la Représentation de la Commission Européenne à Paris le 25 Janvier 2017 pour une conférence débat sur le thème :

« **Numérisation, Big**

Data, utilisation de la « donnée » : quels challenges pour la protection sociale ? ».

Dans le prolongement de la 42^e Rencontre Ipse qui s'est déroulée les 30 et 31 mai 2016 à la Haye sur les « métamorphoses du travail à l'épreuve du numérique : les réponses de la protection sociale solidaire », l'Ipse continue sa réflexion pour concilier révolution technologique et intérêts des usagers de la santé. Au cours de cet événement, divers opérateurs de la protection sociale et des experts ont témoigné sur ce sujet. ■

Les actes de la Conférence-débat Ipse sont disponibles en ligne sur le site : www.euroipse.org

17^e Colloque Professionnel Ipse



Accueilli par l'Agirc-Arrco, le 17^e Colloque Professionnel Ipse s'est déroulé le 17 février 2017 à Paris, autour du thème « Le paritarisme à l'épreuve de la remise

en cause des corps intermédiaires ».

Animée par le journaliste François Charpentier, la manifestation a rassemblé partenaires sociaux, acteurs du paritarisme de négociation et de gestion, universitaires et experts afin de donner de nouvelles perspectives à un modèle qui fait aujourd'hui l'objet d'une remise en cause de la part de certains acteurs patronaux et politiques. ■

Les actes du 17^e Colloque Professionnel Ipse sont disponibles en ligne sur le site : euroipse.org

60^e anniversaire du Traité de Rome

Le 7 Mars 2017, l'Ipse était présente à Bruxelles pour un événement organisé dans le cadre du 60^e anniversaire du traité de Rome et traitant par ailleurs de la contribution de l'Economie sociale et solidaire à la cohésion économique, sociale et territoriale.

Quelques grands noms étaient présents à cette conférence tels que George Dassis, Président du CESE ou Jens Nilsson, membre du Parlement Européen en tant que Président de l'Intergroupe sur l'Economie Sociale.

Cet événement a eu pour but de montrer les liens d'interdépendance entre l'Union Européenne et l'Economie Sociale. D'un côté, L'ESS possède des caractéristiques pouvant permettre de surmonter les bouleversements actuels que traverse notre société : elle est vue comme une façon de règlementer un marché de plus en plus globalisé, d'améliorer les conditions de travail

dans les plateformes collaboratives, ou encore d'augmenter la transparence au sein des entreprises. Elle constitue donc une opportunité pour le futur de l'UE, un outil qui garantit le bien-être et la croissance intelligente, durable et intégrative. Mais d'un autre côté, l'ESS est dépendante de l'UE. Elle a besoin de ses marchés publics, de ses politiques et surtout de ses financements (à travers les fonds structurels¹). Les intervenants de cette manifestation ont donc encouragé les participants à promouvoir les bienfaits de l'UE.

On peut avoir le sentiment que l'Economie Sociale est peu présente dans les politiques européennes mais mr Katainen qui représentait la Commission lors de cet événement s'est engagé à ce que ça change. Comme le dit si bien Marie Christine Vergiat, co-Présidente de l'Intergroupe : « Si l'Europe n'est pas sociale, elle va mourir ». ■



¹ Les fonds structurels européens sont des fonds visant à permettre aux États membres de l'Union européenne d'être solidaires tout en restant compétitifs dans l'économie mondiale. Ils agissent en profondeur sur les structures économiques et sociales des régions européennes, tout en réduisant les inégalités de développement sur l'ensemble du territoire européen

60th Anniversary of the Treaty of Rome



On 7 March 2017, Ipse was in Brussels for an event organized within the framework of the 60th Anniversary of the Treaty of Rome and dealing with the contribution of social and solidarity economy to economic, social and territorial cohesion.

Some big names were present at the conference such as Georges Dassis, President of the EESC or Jens Nilsson, Member of the European Parliament as President of the Intergroup on Social Economy.

The purpose of this event was to show the links of interdependence between the European Union and the Social Economy. On the one hand, the ESS has some features that can overcome the current upheavals in our society: it is seen as a way to regulate an increasing-

ly globalized market, to improve working conditions in collaborative platforms, Or to increase transparency within companies. It is therefore an opportunity for the future of the EU, a tool that guarantees welfare and a smart, sustainable and integrative growth. But on the other hand, the ESS is dependent on the EU. It needs its public procurement, its policies and above all its financing (through the structural funds). The speakers of this event therefore encouraged participants to promote the benefits of the EU.

One may have the feeling that Social Economy is not very present in European policies, but Mr Katainen, who represented the Commission at this event, is committed to change. For, as Marie Christine Vergiat, Co-President of the Intergroup, says so well: "If Europe is not social, it will die". ■

SAVE
the
DATE



Mercredi 17 mai 2017
De 9h à 13h30

18^e Colloque
professionnel Ipse

l'Ipse organise une matinée de
débats le Mercredi 17 mai 2017
De 9h à 13h30 à Paris



Accueilli par le Groupe
MACIF - 17 place Étienne
Pernet - 75015 Paris

Le devenir de la Mutualité, du Mouvement mutualiste et des mutuelles

La voie du mutualisme

L'Ipse s'enorgueillit de compter parmi ses membres du Conseil d'Administration, Yves Perrin, Président de la nouvelle entité de la Mutualité française Auvergne-Rhône-Alpes. En effet, Yves Perrin est un acteur fortement engagé dans le mutualisme. Pour cela, il suffit de regarder son parcours professionnel et de constater qu'il a toujours côtoyé les fondements du mutualisme.

Pour Yves Perrin, sa nouvelle activité au caractère non lucratif s'inscrit dans « cet esprit d'économie sociale et solidaire créatrice d'emplois non délocalisables, ce fonctionnement démocratique où l'homme = 1 voix ».

La Mutualité française Rhône-Alpes défend une vision de la santé autre que curative, en incitant chacun à

devenir pleinement responsable de sa santé et place la question de la réduction des inégalités sociales de santé au cœur de son activité en défendant l'accès à la santé pour tous.

A l'heure des élections présidentielles, Yves Perrin insiste sur le fait qu'il est de notre ressort « de faire comprendre et d'expliquer qu'il faut éviter de segmenter l'accès au soin et de fractionner la solidarité ». ■



➔ PREMIÈRE SESSION

Les chocs normatifs ont entraîné une banalisation croissante entre les familles de la protection sociale complémentaire, en quoi les mutuelles savent se comporter comme acteurs de proximité et d'innovation sociale ?

➔ DEUXIÈME SESSION

Quelles voies pour une protection sociale juste, efficiente et contemporaine ? Être acteur majeur en sus d'être complémentaire à la sécurité sociale, premier pilier de la solidarité ?

Inscription en ligne sur le site
www.euroipse.org

À propos de l'Auteur

Par **Jean-Pierre Bobichon**

Administrateur – Membre fondateur de l'Ipse

Ingénieur (Ecole Centrale de Paris), diplômé de Sciences Po Paris, et PhD de l'Université de Californie à San Diego, Michel Richonnier a consacré l'essentiel de sa carrière professionnelle à l'Europe d'abord dans les Directions Générales « Economie » (1973-1976) et Emploi et Affaires Sociales (1977-1981) de la Commission européenne. De 1981 à 1984, il a été chargé de mission "Europe" au Commissariat Général au Plan à Paris où il a été rapporteur général du groupe de réflexion stratégique et co-auteur du rapport "Quelle stratégie européenne pour la France dans les années 80?". De retour à la Commission européenne, à Bruxelles, il a été membre du Cabinet du Commissaire Peter Sutherland (1985), où il a contribué à façonner la proposition de programme ERASMUS dont on marque le 30e anniversaire tout au long de cette année, ainsi d'ailleurs que pour le programme européen de « lutte contre le cancer ». Au cabinet du Vice-président Manuel Marin (1986-1987) au sein duquel il a été nommé à la tête de la task-force en charge de l'élaboration du programme "L'Europe contre le cancer". De 1987 à 1992, il a été chargé de la mise en œuvre de ce programme auprès du Directeur Général des Affaires Sociales. En 1992, il a été nommé à la tête du programme de recherche "Applications Télématiques" à la DG Télécommunications (1992-2002) puis à la tête de plusieurs programmes Education-formation à la DG Education (2003-2008).

Michel Richonnier a aussi enseigné à « l'United States International University » à San Diego, au collège d'Europe à Bruges, et à Sciences Po Paris.

Lutte contre le cancer : merci l'Europe !

Par **Michel Richonnier**

La mobilisation de l'Europe dans la lutte contre le cancer, trouve son origine au Conseil européen de Milan en juin 1985. Le Premier Ministre **Bettino Craxi**, et le Président **François Mitterrand**, conseillés par les professeurs **Umberto Veronesi** (1925-2016) et **Maurice Tubiana** (1920-2013), directeurs des Instituts anti-cancer de Milan et de Gustave Roussy, convaincront le Conseil européen d'inscrire dans ses conclusions le texte suivant : «Le Conseil européen a souligné l'intérêt de lancer un programme d'action européen contre le cancer», maladie qui représentait alors 25% de la mortalité globale en Europe.

Sur la base du mandat reçu à Milan, la **Commission Delors**¹, sous la houlette de son vice-président, **Manuel Marin**, mettra en place en janvier 1986 une task-force interne impliquant non seulement la Direction Générale des Affaires sociales, mais aussi celles de la Recherche, de l'Environnement, des Entreprises et de l'Information. Cette task-force s'attellera à l'élaboration d'un Plan cancer européen avec l'aide d'un **Comité scientifique** composé de 14 éminents cancérologues comme les professeurs Tubiana et Veronesi, ainsi que les directeurs de l'Ecole européenne d'oncologie (ESO) et du Centre International de Recherche sur la cancer (CIRC), les docteurs Alberto Costa et Lorenzo Tomatis. Dès le 17.12.1986, la Commission adoptera ce 1er **Plan cancer européen (1987-1989)**

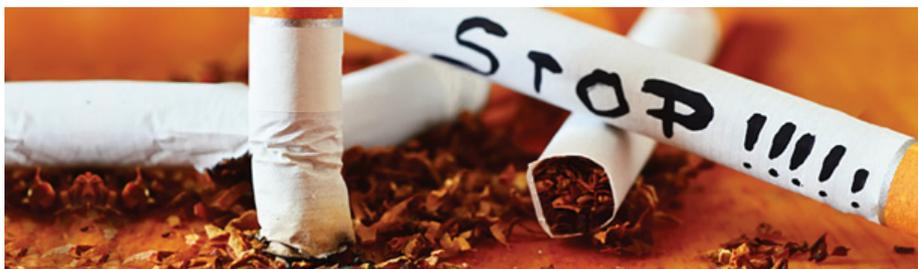


MICHEL RICHONNIER
Directeur honoraire
de la Commission européenne

(JOCE C50 26.02.1987) couvrant (a) la prévention avec la lutte contre le tabagisme (14 actions), l'amélioration de la nutrition (9 actions), la protection contre les agents cancérigènes (7 actions), le dépistage et la détection précoce des cancers (2 actions); (b) l'information et l'éducation à la santé (18 actions); (c) la formation au cancer des personnels de santé (5 actions); (d) les études épidémiologiques et la recherche médicale (18 actions). L'objectif visé était ambitieux : **Réduire de 15% le nombre de décès par cancer à l'horizon 2000.**

La finalisation, en mai 1987, d'un «**Code européen contre le cancer**» fut le premier axe novateur du programme. Pour la 1ère fois, on informait solennellement les Européens qu'ils pouvaient, par un comportement volonta-

¹ Au lieu de placer la lutte contre le cancer sous la responsabilité du Commissaire à la recherche, secteur qui disposait déjà d'un programme de recherche médicale, Jacques Delors préférera faire appel au Commissaire aux affaires sociales, l'Irlandais Peter Sutherland (en 1985) suivi de l'Espagnol Manuel Marin à partir de 1986. Dès le 13.12.1985, la Commission invitera le Conseil (Santé) à approuver le lancement d'un programme «L'Europe contre le cancer» en annonçant qu'elle en définira les contours précis en 1986 avec un Comité d'experts cancérologues.



riste, éviter **1 cancer sur 3** en adoptant un mode de vie adéquat : *Ne fumez pas / Modérez votre consommation d'alcool/ Consommez fréquemment des fruits et légumes frais / Evitez l'excès de poids / Evitez les expositions excessives au soleil / Respectez les consignes professionnelles de sécurité.* En outre, ce Code recommandait le **dépistage des cancers du col de l'utérus et du sein** car un plus grand nombre de cancers peuvent être guéris s'ils sont détectés suffisamment tôt. Trente ans plus tard, ces commandements ont gardé toute leur pertinence et ils sont repris dans la 4^e édition du Code qui les complète par les recommandations suivantes *Réduisez votre exposition au radon² / Allaités vos enfants et limitez les traitements hormonaux de la ménopause / Participez aux programmes de vaccination contre l'hépatite B (nouveaux nés) et du virus du papillome humain (jeunes filles) / Participez aux programmes de dépistage organisés du cancer colorectal (voir cancer-code-europe.iarc.fr).*

Pour assurer la diffusion du Code, la Commission européenne mobilisera les **Ligues contre le cancer et le tabagisme**. Cette diffusion a connu un succès certain : 25% des Européens en avaient connaissance en 1990 (Portugal = 72% ; France = 31% ; Royaume Uni = 5%). De surcroît, il aura un impact sur les comportements des Européens : Ainsi, 4 pays enregistreront de 1987 à 1990 un accroissement significatif du nombre de non-fumeurs supérieur à 4% : Portugal (+7%), Grèce

(+5%), Pays-Bas et Luxembourg (+4%) (France = stable à un peu plus de 60% de non-fumeurs). Aujourd'hui encore, les Ligues contre le cancer se mobilisent, notamment lors des **Semaines européennes contre le cancer**, fin mai, pour diffuser ce Code afin que **les citoyens** adoptent un comportement adéquat en matière de prévention des cancers, l'enjeu étant de taille : Il y a annuellement 2,8 millions de nouveaux cas (355.000 en France) et 1,3 million de décès par cancer (150.000 en France) dans les 28 pays de l'UE.

A l'évidence, pour trouver son plein effet, ce Code devait être accompagné de mesures à prendre par **les pouvoirs publics**, nationaux et européens, en matière de **dépistage** et de **traitement des cancers**. A cet égard, on peut citer (a) la Recommandation de la Commission (JOCE L346 du 27.11.89) sur la **formation au cancer des person-**

nels de santé (médecins, infirmières, dentistes); (b) la Recommandation du Conseil (JOUE L327 du 16.12.2003) **pour améliorer le dépistage**; (c) les recherches européennes laissant entrevoir des **améliorations du traitement** de certains cancers, par exemple le cancer du sein (RATHER project) ou certains cancers rares (EUROSARC network). Mais les pouvoirs publics, nationaux et européens, se devaient aussi d'agir pour garantir un environnement sain, avec notamment la **lutte contre le tabagisme** et contre les autres **substances cancérigènes**.

La lutte contre le tabagisme constituera le 2nd axe novateur et fort important car le tabac est la principale cause de décès par cancer : 47.000 (31.3%) des 150.000 décès en France en 2015. En dépit de l'opposition féroce du lobby du tabac, la **Commission Delors** fera adopter plusieurs textes législatifs dès 1989-1990, **14 ans avant la Convention cadre de l'OMS du 21.05.2003 sur la lutte anti-tabac** :

🚫 Résolution du Conseil concernant **l'interdiction de fumer dans les lieux public** (JOCE C189 du 26.07.1989) qui sera réactualisée avec 2 nouvelles Recommandations du Conseil (JOUE L2 du 25.01.2003 et JOUE C296 du 5.12.2009). En dépit de leur caractère



² Le radon est un gaz radioactif naturel, présent dans le sol de certaines régions, et qui peut pénétrer dans les habitations si celles-ci ne sont pas assez isolées du sol ou insuffisamment ventilées.

non contraignant, plusieurs pays comme la France adopteront des législations interdisant de fumer dans les lieux publics, y compris au travail.

🚫 Directives du Conseil (contraignante) sur **l'interdiction de la publicité en faveur du tabac** par le biais de la TV (JOCE L 298 du 17.1.89) et des autres médias dès lors qu'elle pouvait toucher plusieurs états (JOUE L152 du 20.06.2003). Fini donc les publicités avec le cow-boy Marlboro ... qui décèdera d'un cancer quelques années plus tard. La encore plusieurs pays, dont la France, iront plus loin en adoptant une législation interdisant toute forme de publicité.

🚫 Directives du Conseil sur l'harmonisation de **l'étiquetage des produits du tabac** sur le modèle irlandais («Fumer tue», etc.), (JOCE L359 du 08.12.1989) et sur **la teneur maximale en goudron des cigarettes** (15 mgr maximum) (JOCE L137 du 30.05.1990) qui signait l'arrêt de mort des cigarettes à haute teneur en goudron, comme la Boyard papier maïs en France qui contenait 45 mgr de goudron : 3 fois la norme européenne! Un véritable poison! La dernière mise à jour de ces 2 directives date de 2014 avec la directive 2014/40/UE (OJUE L127 du 29.4.2014). Celle-ci durcit les dispositions concernant l'étiquetage des produits du tabac, fixe la teneur maximale en goudron des cigarettes à 10 mgr en définissant strictement les conditions de sa mesure,

celle-ci ayant fait, trop souvent par le passé, l'objet de sous-estimations de la part de l'industrie du tabac.

Merci donc à l'Europe car, sans ces législations européennes, les législations nationales, en France et en Italie notamment, n'auraient pas bougé vu la puissance des lobbies nationaux du tabac. C'est là l'une des raisons majeures pour laquelle les professeurs **Tubiana** et **Veronesi** étaient convaincus qu'il fallait agir au plan européen.

S'agissant de la **lutte contre les autres substances cancérigènes**, on pourra noter :

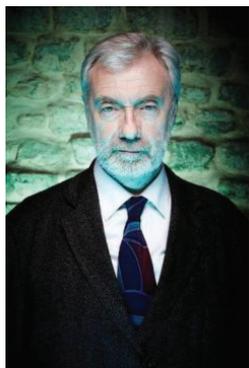
🍷 Les Directives du Conseil concernant la **teneur maximale en résidus de pesticides** dans les fruits et légumes (JOCE L350 du 14.12.90) et dans les préparations pour nourrissons (JOUE L401 du 30.12.2006), et celles sur les conditions d'**utilisation des pesticides** (2009) et **biocides** (1998, 2012) pour ne pas contaminer milieu aquatique, eau potable et aliments;

🍷 La Directive du Conseil sur la **protection des travailleurs contre les substances cancérigènes** qui sont à l'origine de la moitié des décès d'origine professionnelle (JOCE L196 du 26.7.90), directive qui sera amendée plusieurs fois, avec une nouvelle proposition formulée en 2016 par la Commission Juncker.

Mais, au fait, **combien de vies ont-elles été sauvées**, grâce à la mobilisation de tous les partenaires, publics et privés, de la lutte contre le cancer? A comportements inchangés des particuliers et des pouvoirs publics, et compte tenu du vieillissement de la population, le nombre de décès par cancer dans l'Europe des Douze aurait dû augmenter de 850.000 en 1985, à un peu plus de 1.000.000 en 2000. Une étude d'impact effectuée en 2003 montrera que la réduction a été de 9.2%, ce qui a quand même permis d'**éviter 92.500 décès par cancer en l'an 2000 dans l'Europe des Douze** (18.300 pour la France), soit de l'ordre d'un million sur 10 ans. Par comparaison, le nombre d'étudiants bénéficiaires d'ERASMUS en 1999-2000 s'est élevé à 100.666 ... pour les quelques 30 pays participants. En termes relatifs, la **performance de l'Europe contre le cancer en 2000 a donc été pour le moins comparable à celle d'ERASMUS.**

Depuis l'an 2000, 24 des 28 pays de l'UE se sont dotés de Plans cancer (2003 pour la France, soit 16 ans après le 1^{er} Plan cancer européen). L'action européenne contre le cancer, quant à elle, est inscrite depuis 2003 dans les programmes SANTE de l'UE et son nouvel objectif est de «Réduire de 15%, à l'horizon 2020, le nombre de nouveaux cancers dans l'UE». Rendez-vous donc en 2023 pour voir si cet objectif sera atteint. ■





Réveillons nous !

La Chine serait-elle le seul espoir de notre monde ? C'est ce que tend à croire **Paul Jorion** dans son article publié le 19 février 2017 dans le journal « Le Monde ».

Le monde occidental présent est tiraillé entre libéralisme et protection de l'environnement. De ces deux mouvements antagonistes, jusqu'à présent, c'est le premier qui prend le dessus dans nos politiques actuelles. Deux auteurs, Naomi Oreske et Erik Conway tentent de mettre en lumière la dissimulation de l'impact sur l'environnement de certaines pratiques (tabagisme, carburants d'origine fossiles, fumées industrielles, gaz fluorés, etc.) au profit de l'industrie. Dans leur roman d'anticipation, *the Collapse of Western Civilization, a view from the future*, ils dressent le portrait d'un futur où le monde occidental a disparu, victime du fondamenta-

lisme de marché et néo-libéralisme qui l'empêchait de traiter les problèmes environnementaux. Dans cette fiction, le genre humain ne s'est pas éteint, il a été sauvé par la Chine. Paul Jorion partage cette haute estime de la Chine. Il voit en elle une capacité de synthétiser les réflexions millénaires des différentes cultures du globe pour en tirer une politique cohérente. Quelle mission ! Selon lui, à travers le marxisme-léninisme, la Chine a intégré différents concepts philosophiques occidentaux tels que le rôle décisif de l'individu dans l'Histoire (Hegel) et saurait en faire bon usage alors que l'occident serait plongé dans une profonde léthargie. Réveillons-nous !

Rappelons que Paul Jorion, a participé à la 38^e Rencontre Ipse à Dublin en 2012. ■

Vers un statut européen du lanceur d'alerte ?

On désigne comme lanceurs d'alerte, des salariés qui révèlent les crimes, délits et autres actes contraires à l'intérêt général commis par leur entreprise.

En Europe, seulement cinq pays disposent d'une législation protégeant les lanceurs d'alerte. Arguant de contraintes juridiques, la Commission européenne semble peu déterminée à proposer une directive sur le droit critique des salariés. Avec le concours d'ONG de défense de l'environnement, de juristes et de lanceurs d'alerte, l'eurodéputée française S&D Virginie Rozière tente de faire bouger les lignes au Parlement européen. Bien que le Parlement ne dispose pas de l'initia-

tive législative, l'eurodéputée a bon espoir que les travaux parlementaires sur le statut des lanceurs d'alerte ne finissent par inspirer un projet de directive à la Commission. Pour elle, la protection idéale des lanceurs d'alerte inclurait un volet juridique et financier. S'inspirant du modèle suédois en la matière, Virginie Rozière espère que l'exécutif européen finira par s'emparer du dossier d'ici à deux ans. ■



De Fralib à La Marque 1336



Symboles de la victoire ouvrière remportée en 2014 par les ex-Fralib, après 1 336 jours de lutte, les thés « 1336 » de la coopérative de production Scop-TI sont aujourd'hui disponibles dans le commerce. Appréciée des connaisseurs, la gamme « 1336 » comprend des thés et des infusions issus de l'agriculture biologique. Née à la suite d'un bras de fer de quatre ans avec la multinationale Unilever, la Scop-Ti a su rapidement séduire les grandes enseignes pour la qualité de sa production. Malgré ces signaux encourageants, la Scop-Ti peine aujourd'hui à trouver un équilibre financier. Pour répondre aux exigences de la grande distribution, les coopérants ont dû consentir à des investissements très lourds en termes d'équipements. Propriétaire du site de production, la Métropole d'Aix-Marseille Provence a multiplié par cinq le loyer de la coopérative en moins d'un an. Fortement soutenus dans l'opinion dans leur lutte contre Unilever, les ex-Fralib comptent plus que jamais sur le soutien des consommateurs pour faire vivre leur coopérative. ■

La Nurserie Culture et Innovation

Audiens accompagne les jeunes entrepreneurs

Entretien avec Éric Breux

Directeur Pôle Entreprises et Institutions chez Audiens



Le 21 mars 2017, l'Ipse s'est entretenu avec Eric Breux, Directeur Pôle Entreprises et Institutions chez Audiens. Audiens est un adhérent de l'Ipse qui commande régulièrement des études et participe activement à ces journées d'études de l'Ipse. Soucieux des évolutions structurelles des métiers qu'il protège, Audiens a créé en 2014 le Réseau Culture et Innovation. Ce réseau a pour objectif d'accompagner les nouveaux professionnels de la culture et tout particulièrement les entreprises développant des innovations d'usages et technologiques. Les différentes initiatives « Culture et Innovation » permettent de fédérer les professionnels de la culture, d'être présent sur les nouveaux marchés, et de répondre aux besoins des nouveaux entrants, start-upeurs et porteurs de projets innovants. C'est dans ce contexte qu'est née la Nurserie d'Audiens, dispositif dédié à l'accompagnement de projets entrepreneuriaux innovants dans les industries culturelles et créatives.



Quelles sont les activités ou le principal objet de la Nurserie ?

La Nurserie Culture & Innovation s'intègre dans une démarche qui consiste à trouver un lien avec l'ensemble des start-ups qui se créent dans l'univers culturel. Aujourd'hui, environ 20% des startups qui se créent le sont dans le secteur culturel. Certains opérateurs de crowdfunding font valoir que 50% des projets enregistrés sur leur site le sont pour des startups inscrites dans le monde de la culture. Il s'agit donc d'un secteur en plein développement, qui s'adapte à la transformation numérique. Audiens est un groupe professionnel dédié à la culture, la communication et les médias. C'est à cet

effet que nous avons créé notre réseau Culture & Innovation. Celui-ci a pour vocation de faire le lien entre les professionnels de la culture et les jeunes créateurs d'entreprises. La Nurserie est une composante de ce réseau qui compte environ 500 membres.

Nous organisons chaque mois un déjeuner au restaurant d'entreprise du siège du groupe. On fait se rencontrer un référent du monde de la culture et des jeunes startuper intéressés pour développer leur activité et leur réseau dans ce domaine. On organise également deux afterworks par an avec le même objectif. Le dernier a permis de réfléchir sur la façon dont la Blockchain peut impacter le monde de la culture. Nous comptons à cette occasion

la présence de la présence de la présidente Blockchain France et du directeur d'innovation de la SACEM.

Audiens est à l'origine du prix de l'initiative numérique Culture, Communication, Média. Cette année, 88 projets différents ont été déposés, preuve de l'attractivité de cette récompense. Tous ces projets apportent des innovations d'usages ou technologiques pour le monde de la culture. Ce prix sera remis le 19 avril, lors d'une soirée regroupant les professionnels du monde de la culture et les acteurs de l'innovation.

La Nurserie est un dispositif d'accompagnement qui s'intéresse à des sociétés dont les projets sont matures et réfléchis. Nous intervenons générale-

ment avant leur première levée de fonds. En quelque sorte, nous leur offrons « le gîte et le couvert » à travers l'espace de co-working dont ils bénéficient dans nos locaux. Le fait d'être « incubés » chez Audiens, de l'aveu même de



ces jeunes entrepreneurs, est l'occasion pour eux de se voir décerner un label, un gage de sérieux en mesure de leur ouvrir des portes. En plus de conseils juridiques pour les aider à monter leur entreprise, nous accompagnons ces jeunes créateurs en leur présentant des acteurs et personnalités de la culture et de l'entrepreneuriat. Les entreprises accompagnées restent pendant un an à la nurserie et le renouvellement se fait en juillet ou en janvier. Une personne est dédiée à l'animation de ce réseau. Actuellement, la nurserie accueille également de façon successive trois startups du monde de l'audiovisuel, de la musique et du spectacle vivant issues du Digital Lab Africa (tremplin pour les talents africain du multimédia porté par l'Institut Français en Afrique du Sud qui regroupe tous les acteurs en Afrique et en France qui s'engagent pour la croissance des start-ups et leur rayonnement international). Notre Nurserie constitue donc un accélérateur d'idées, elle existe depuis 3 ans et jusqu'à présent, elle a accompagné une dizaine de start-up.

La Nurserie met donc à disposition des startups un espace de co-working, un lieu très décontracté constitué d'un plateau très lumineux, de salons propices aux échanges et de bureaux modulaires. La Nurserie leur donne également accès à un accompagnement ponctuel en interne et l'accès aux événements et actions du Réseau Culture & Innovation.

Pourquoi avoir mis en place ce concept innovant ? A quel besoin cela répond-il ?

- Cela permet aux startups du monde artistique et culturel de se faire une place auprès des créateurs d'entreprise. Notre concept fait donc le lien entre ces deux mondes et nous permet d'accompagner les nouveaux entrants sur le secteur culturel.
- Il s'agit d'un accélérateur de maturité : faire partie d'Audiens donne aux start-up, une certaine renommée, une certaine visibilité. Grâce à cette nouvelle image et au réseau auquel Audiens leur donne accès, elles obtiennent plus facilement des financements. Mais quoiqu'il en soit les participants à cette aventure sont toujours d'un bon niveau en termes de création et d'innovation.
- Dans le monde des créateurs d'entreprises, la protection sociale n'est pas forcément reconnue mais pourtant, c'est primordial. Et les entrepreneurs ne sont pas toujours conscients de leurs droits. Notre initiative permet d'y remédier en leur faisant bénéficier des meilleurs experts en RC pro, en IARD et des meilleurs conseils pour avoir une couverture optimale. Nous contribuons ainsi à une pédagogie adaptée pour leur faire connaître les droits et devoirs d'entrepreneurs et nouveaux employés.

2 exemples de start-ups accompagnées par notre réseau :

OKAST : Création de site VOD / streaming. OKAST permet à n'importe qui, en quelques clics, de créer son propre service multi-support de VOD/Streaming afin de commercialiser ses vidéos directement à son audience.

TOOT SWEET : L'appli qui vous dit où sortir, là, maintenant... Spécialisé dans le last minute culturel et événementiel, Toot Sweet vous dit où sortir, là « tout d'suite » ! (concerts, spectacles, soirées, expos etc.). Grâce à son algorithme de suggestion, l'application propose chaque jour une sélection personnalisée de sorties disponibles maintenant ou dans les prochaines heures autour de l'utilisateur. ■



Le Revenu universel est-il un nouveau défi pour la protection sociale ?



Longtemps présenté comme utopie, le revenu universel séduit de plus en plus de mouvements politiques et citoyens en Europe. Le principe d'une allocation versée par l'Etat à l'ensemble des citoyens tout au long de leur vie - sans condition de revenu ni contrepartie - est présenté par ses promoteurs comme une mesure radicale pour lutter contre le chômage de masse et la pauvreté. Ce concept développé dès le XVIII^{ème} siècle est aujourd'hui défendu par des courants politiques et philosophiques très divers, proposant chacun des scénarios différents pour sa mise en application. A l'exception de la Finlande qui a lancé une expérimentation du revenu d'existence depuis le 1^{er} janvier 2017, aucune expérience d'envergure n'a été menée à ce jour à grande échelle en Europe.

Tentative de réponse aux nouveaux défis de la protection sociale, le revenu universel soulève encore de nombreuses objections. Aussi variés que ses différents scénarios d'application, les débats autour de ce mécanisme ont ce mérite d'interroger le devenir de la protection sociale dans un contexte de transformations massives et rapides du monde du travail.

Une idée d'inspiration libérale ou socialiste ? Genèse d'une utopie

Intellectuel engagé dans les révolutions américaine et française, le britannique Thomas Paine est généralement considéré comme le premier théoricien du revenu universel. Dans son pamphlet *La Réforme agraire* (1797), il

défend l'idée d'un fonds alimenté par les propriétaires terriens permettant de verser à chaque individu un revenu minimum à sa majorité. Lecteur de Thomas More, ami de Condorcet avant la Terreur, il aurait conceptualisé cette idée à la suite de l'échec de la Conjuración des Egaux menée par Gracchus Babeuf. Cette théorie sera ensuite reprise par les socialistes utopiques du XIX^{ème} siècle, notamment par Charles Fourier dans sa défense du « *dividende territorial* ».

Instrument de justice sociale défendu par les courants progressistes, le revenu universel trouve de façon assez singulière, de fervents partisans chez les économistes libéraux dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. L'américain Milton Friedmann défend notamment l'instauration d'un « impôt négatif ». Pour le financer, il propose une simplification extrême du système fiscal, avec la fin de l'impôt sur le revenu au profit d'un impôt universel dont la somme serait fixe pour tout le monde, afin d'éviter les effets de seuils.

En France, plusieurs mouvements ont repris à leur compte l'idée d'un revenu d'existence. Le philosophe André Gorz, un des principaux théoriciens de l'écologie politique et de la décroissance, plaide pour un « *revenu d'autonomie* » qu'il conçoit comme un moyen de s'affranchir de l'aliénation du travail. Pour Michel Foucault, ce revenu versé inconditionnellement permettrait de se libérer du contrôle social étatique et aliénant attaché à la vérification des droits sociaux.



De l'idéal au réel

Concept aux origines multiples et difficilement conciliables, le revenu universel émerge à nouveau dans le débat public dans un contexte de crise profonde du salariat. Au-delà même de la raréfaction de l'emploi prophétisé avec emphase par certains analystes du marché du travail, le salariat « ne semble plus remplir sa promesse d'intégration, c'est-à-dire de plein emploi pour tous » pour l'économiste Julien Dourgnon¹.

A ce jour, seule la Finlande s'est lancée dans un processus d'expérimentation du revenu universel. Depuis le 1^{er} janvier, le gouvernement de centre-droit a lancé un dispositif d'expérimentation ciblé sur 2 000 personnes en vue d'une probable généralisation à l'ensemble des actifs d'ici 2019. Cependant, cette généralisation semble compromise pour de nombreux économistes finlandais. Le scepticisme est partagé au sein des organisations de salariés. Pour l'économiste Ilkka Kaukoranta, membre de la première confédération syndicale du pays, la SAK : « En l'état, étendre le revenu de base à tous les Finlandais augmenterait le déficit national de près

de 5% du produit intérieur brut ». Pour l'état finlandais, cette expérimentation constitue surtout une opportunité de simplifier le système existant d'allocations sociales.

En France, la Fondation Jean Jaurès, think-tank proche du Parti socialiste, s'est associée au Conseil départemental de la Gironde pour étudier la mise en œuvre d'un revenu de base. Présenté fin 2016, le projet d'expérimentation a pour but affiché de « proposer une voie d'inspiration sociale-démocrate permettant d'adapter le régime de protection sociale pour garantir à tous une vie digne et refonder l'Etat social ». Conçu

avec le concours actif des citoyens du département, plusieurs scénarios quant à son champ d'application ont été retenus². Pour voir réellement le jour, et en dépit du soutien du gouvernement, cette initiative demeure suspendue aux prochaines échéances électorales. Le Conseil départemental de la Gironde doit en effet solliciter de la part du prochain président élu des dérogations administratives et réglementaires pour rendre possible son expérimentation... Et à l'exception du candidat socialiste, le revenu universel est largement rejeté dans le spectre politique français.

Instrument de lutte contre le chômage et la précarité, outil permettant de favoriser l'autonomie des individus, ou proposition démagogique et inepte au financement incertain, le revenu universel suscite des débats vifs et passionnés. Hier marginale dans le débat, cette question rencontre désormais les faveurs d'économistes de renom et de nombreuses organisations de la société civile organisée.

Avec ses partenaires européens et entreprises adhérentes, l'Ipse entend poursuivre la réflexion sur cette thématique dans ses prochains évènements. ■



¹ Ancien directeur d'études à l'association Que choisir ? Ancien conseiller d'Arnaud Montebourg au Ministère du Redressement Productif. Actuel conseiller de Benoit Hamon sur la question du Revenu Universel.

² Des entrepreneurs, agriculteurs mais également des acteurs de l'économie sociale et solidaire, et même des jeunes en service civique ont donné leur avis et participé à l'élaboration du projet. Ils se prononcés pour un revenu d'en moyenne 860 euros, financé par des impôts nouveaux, une hausse de la fiscalité des plus aisés, mais pas de hausse de TVA ni de baisse des autres allocations.

Le Revenu universel

Entretien

avec **Guillaume Duval**

Rédacteur en chef du mensuel

Alternatives Economiques



Il existe différents types de scénarios pour l'instauration

d'un revenu universel.

Lesquels vous apparaissent les plus pertinents ?

Le revenu universel me semble une bonne idée, tout du moins dans la perspective de rendre universelle la protection sociale. Cela me paraît être également une solution pour éviter de stigmatiser les pauvres. Une protection sociale qui ne s'adresse qu'aux pauvres, c'est forcément une protection sociale pauvre. Tant que ce sont les seules classes moyennes ou aisées qui assurent le financement de la protection sociale, cela implique d'une part que les montants reçus restent faibles et qu'il se trouvera toujours des responsables politiques pour stigmatiser les populations les plus précaires qui en bénéficient. C'est en soit une bonne idée que les pauvres ne soient pas stigmatisés ou perçus comme les seuls bénéficiaires de la solidarité nationale en faisant en sorte de leur assurer un revenu au même titre qu'à Mme Bettencourt – au moins sur le papier.

D'évidence, ce dispositif pose un énorme problème de mise en œuvre. Quel que soit le montant préconisé, il faut réussir à coupler le revenu universel avec le financement de l'impôt sur le revenu. C'est une piste pour rendre la chose politiquement et socialement acceptable.

Tel que défendu par Benoit Hamon dans la campagne présidentielle, son financement apparaît soutenable, du moins dans sa première phase. Sa conception du revenu universel semble bien répondre à l'objectif d'atteindre des populations vulnérables jusqu'ici non éligibles à de nombreux minima sociaux – comme les jeunes de plus de 18 ans.

Si quelque chose fait bien consensus aujourd'hui, c'est d'unifier et de fusionner les différents minima sociaux. Largement partagée dans le spectre politique français, cette idée était au cœur de plusieurs rapports comme le rapport parlementaire Sirugue ou des notes de la Fondation Terra Nova. De nombreuses populations éligibles au versement de ces minima sociaux sont dans la parfaite ignorance de leurs droits. L'instauration d'un revenu

universel permettrait une plus grande simplification dans le versement de ces aides.



Notre modèle de protection sociale fonctionne essentiellement sur le revenu sur le travail. Avec la révolution numérique, certains analystes prophétisent avec emphase la fin du travail. Qu'en pensez-vous ?

Le revenu universel est notamment défendu par des gens qui pensent que le travail va se raréfier. La révolution numérique n'implique pas forcément une disparition de l'emploi rémunéré. Il est abusif de croire que l'on va mécaniquement vers une raréfaction du travail. Instaurer le revenu universel au nom de cette idée pose plusieurs problèmes. De même, penser que son financement serait en partie assuré par une taxation accrue des robots et des machines fait courir le risque de parachever la désindustrialisation de la France.

L'existence d'un revenu universel ne doit pas non plus conduire à ce que

les différents dispositifs existants d'accompagnement ou de réinsertion sur le marché du travail ne disparaissent brutalement pour les populations les plus précaires.

Des mesures de réduction du temps de travail permettraient certainement d'atteindre un objectif souhaitable de plein-emploi. Il ne s'agit pas seulement de réduire le temps de travail hebdomadaire. On peut envisager pour les salariés la possibilité de bénéficier de congés sabbatiques rémunérés tous les 5 ou 10 ans. Je ne suis pas hostile à l'idée que l'âge du départ à la retraite soit avancé du fait que l'on vive plus longtemps. Il faut toutefois prendre en compte la très forte demande sociale de vivre pleinement sa vie avant cette échéance.

L'emploi peut changer de nature. Le développement du travail indépendant

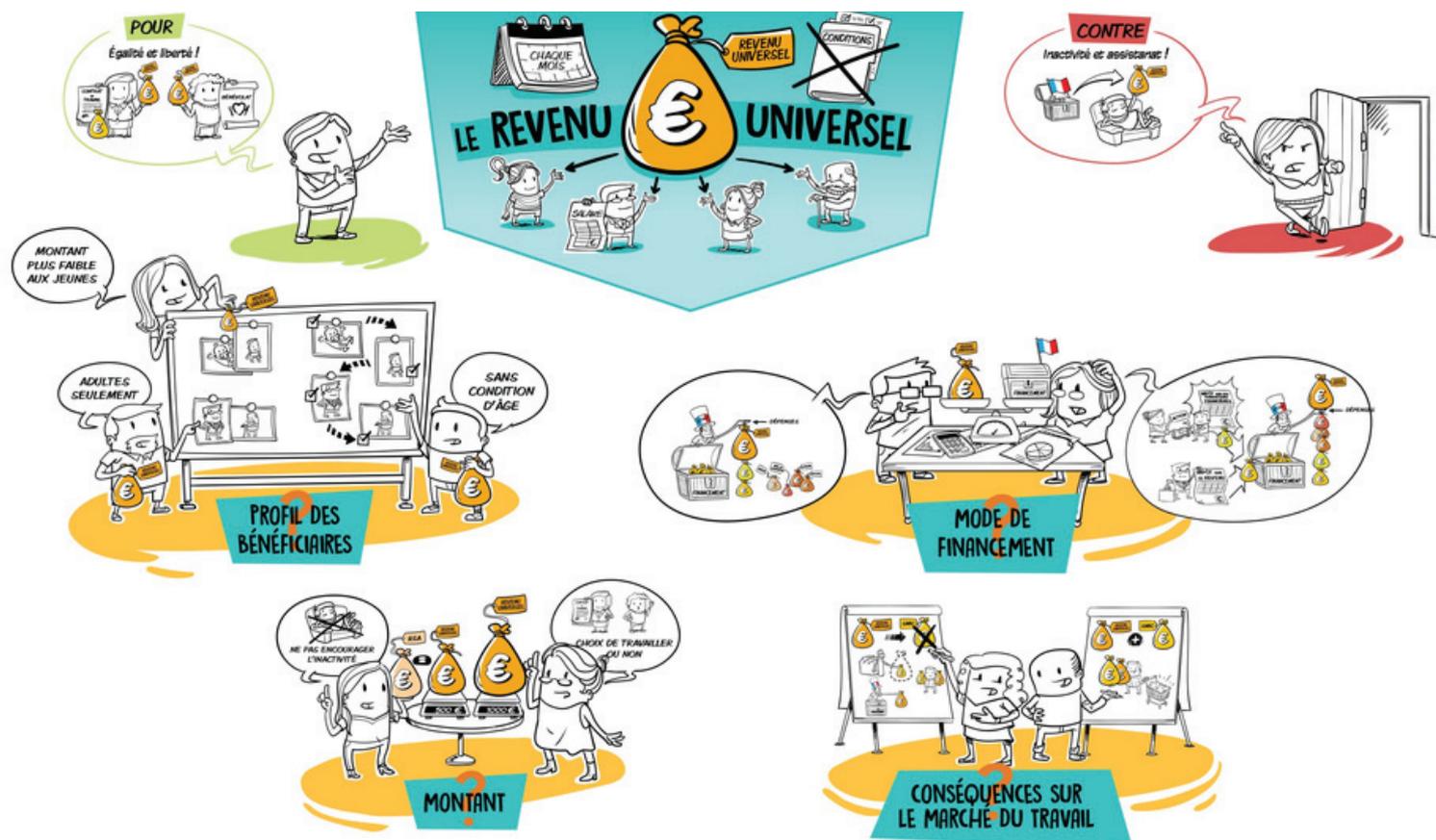
à travers l'économie de plateforme implique un changement de paradigme de la protection sociale. Cela implique notamment de défendre une idée généralement mal acceptée par les indépendants à savoir qu'ils paient des cotisations équivalentes à celles que paient les salariés. Il y a intérêt à unifier et à élargir le champ de la protection sociale, cela doit toutefois conduire à élargir le champ des cotisations sociales.

La thématique du revenu universel conduit à s'interroger sur le mode de gestion de la protection sociale. Ne fait-il pas courir le risque d'une « étatisation » de la protection sociale et d'une marginalisation de ses actuels acteurs ?

Cette question est évidemment très importante. En France, les dépenses sociales forment la majorité des dépenses publiques. La France est le pays qui consacre la part la plus importante de son PIB aux prestations sociales publiques.

Compte tenu de leur importance, l'intérêt demeure de diversifier les modes de gestion de la dépense publique, en évitant de concentrer toute la gestion entre les mains de l'exécutif. Il faut donc garder un mode de gestion distinct de celui des dépenses de l'état.

Il faut certes s'adapter à de nouvelles données pour son financement, comme la part toujours plus croissante de travailleurs indépendants dans la population active. L'étatisation ne me semble pas être une solution pertinente. ■





An exhilarating now !

Our four legged-friends have been spoiled! !!!

Imagine Sezana in Slovenia, little town with 13 000 inhabitants in the heart of the Dinaric Alps, carpeted with snow. Imagine again that this snow releases a delicious smell of... prosciutto!

Unusual, isn't it (even if this town is situated on the borders with Italy)? It is however what happened when the local government spread icing-salt. As a matter of fact, this salt came from a dry-cured ham local factory.

This could be the end of the story if there were not so many dogs walking daily in this town accompanied by their masters, the smell drove them crazy! All the more so since once the snow has melted, pieces of this treat appeared to the delight of the man's best friend!

How can it be? Actually, the remaining salt of Prosciutto has been stored for years by the highways department which forgot where it came from. This adds true spice in the life of these doggies! ■

Each year, two (or more) cities are selected as European Capitals of Culture. This year, it is the turn of Paphos (in Cyprus) and of Aarthus (in Denmark).

This concept has existed since 1985 and aims to “highlight the diversity of cultural wealth in Europe and the ties that bind us together as Europeans.” According to the European Commission, becoming a European Capital of Culture promotes the cultural development of a city, enables to renew its infrastructures and increase its visibility as well as tourism. This label implies setting up a vast cultural program financed thanks to European funds.

The theme Aarthus chose for the year

is “let’s rethink”, a way to reconsider the world under the prism of culture and art in order to bring sustainable solutions to new contemporary challenges. So it is an original way to discover the second city of Denmark.

As for Paphos, being European capital of culture will enable to promote its archaeological heritage, such as its famous mosaics of Roman times representing mythological scenes. The theme chosen here is “linking the continents, building bridges between cultures” and stems from the geographical position of the island, a bridge between East and West. This theme represents the ambition of these events, which are above all a means of bringing closer the peoples of Europe. ■



L'autre côté de l'espoir



Ours d'argent à la dernière Berlinale, *L'autre côté de l'espoir* marque le grand retour au cinéma du réalisateur finlandais Aki Kaurismäki. Après *Le Havre* (2011 – Prix Louis Delluc), le cinéaste propose une nouvelle fiction sur le parcours chaotique des migrants en Europe. Délaissant le port havrais pour les faubourgs d'Helsinki, *L'autre côté de l'espoir* narre les péripéties d'un jeune réfugié syrien en Finlande. Affrontant une bureaucratie pointilleuse et l'hostilité d'une partie de la population, le jeune Khaled trouvera finalement son ange-gardien en Wikström, un quinquagénaire en pleine crise existentielle. En dépit de nombreuses difficultés, Khaled et Wikström tentent de mettre sur pied un improbable restaurant japonais... Au sommet de son art, Kaurismäki réalise une ode à la fraternité, pétrie d'humour et de tendresse pour ses personnages. Sans tomber dans la mièvrerie, faussement candide, *De l'autre côté de l'espoir* est un concentré de tout ce qui depuis trente ans fait la force du cinéma du réalisateur finlandais. Proche de l'univers de Jacques Tati, lointain héritier de Charlie Chaplin, Kaurismäki signe ici certainement son film le plus profond. A la suite de son prix berlinois, le lauréat finlandais a tenu à rappeler une évidence que beaucoup de nos contemporains semblent ignorer en ces temps troublés : « Tous les réfugiés ne sont pas sales et affamés. Ce sont juste des êtres humains. Certains ont un boulot, ils ont fait des études. Ils ont juste fui la mort ». ■

Mobilisation internationale pour la défense du cinéma portugais

Depuis plusieurs décennies, le Portugal est un cas à part au sein de la production cinématographique mondiale. Dans ce petit pays, la production annuelle dépasse rarement la douzaine de longs métrages. Malgré cela, un pourcentage élevé de ces films est présent chaque année dans les festivals internationaux. A partir des années 80, la notoriété du cinéma portugais est mondialement établie grâce à des auteurs comme Paulo Rocha, José Alvaro Morais ou le « magicien » Manoel de Oliveira. Aujourd'hui, de jeunes cinéastes comme Miguel Gomes ou João Pedro Rodrigues suscitent l'enthousiasme des cinéphiles du monde entier.

Ce « miracle portugais », soutenu par une audacieuse politique culturelle est-il en passe d'être sacrifié ? C'est en tout cas ce que redoutent de nombreuses personnalités du cinéma lusitanien dans une lettre ouverte parue le 12 février dans le quotidien lisboète *O Observador*. Depuis 2013, un décret-loi a profondément révisé le mode de fonctionnement des commissions en charge d'allouer un soutien financier public à la production de films. Auparavant, ces commissions étaient composées de cinéastes, de techniciens du cinéma et de personnalités « compétentes, au mérite culturel reconnu », selon les termes des premières lois

sur l'audiovisuel. Depuis le décret-loi de 2013, les jurés sont désormais issus pour la plupart d'entreprise de télécommunication, d'associations professionnelles, ou des directions des télévisions publiques et privées... dont il n'est pas toujours évident de mesurer « le mérite culturel reconnu... » !

Cette nouvelle donne a donné lieu à des conflits d'intérêts manifestes et à une certaine opacité dans le soutien financier à des projets dignes des plus insipides *telenovelas*...

Sous pression des chaînes câblées, l'actuel gouvernement portugais prépare un nouveau décret qui perpétue et entérine cette situation. Rappelant à l'Etat portugais ses obligations en matière de diversité culturelle, les professionnels lusitaniens du cinéma ont pu compter sur un vaste soutien international. Parmi les 400 signataires de leur lettre ouverte, on compte la présence d'éminents cinéastes européens, avec entre autres, le finlandais Aki Kaurismäki, le grec Costa-Gavras, les français Agnès Jaoui, Olivier Assayas, Bruno Dumont... Une mobilisation qui semble porter ses fruits, puisque devant son ampleur, le gouvernement portugais préfère pour l'instant ajourner l'adoption d'un nouveau décret. ■



Le film *Volta à Terra*, « retour à la terre », en portugais, réalisé par Joao Pedro Placido, un hymne portugais à la vie rurale en accord avec la nature, les animaux et les hommes. Une bouffée d'air pur.

International mobilization for the defense of Portuguese cinema

For several decades, Portugal has been a special case in the world film production. In this small country, annual production rarely exceeds a dozen feature films. Despite this, a high percentage of these films is present every year in international festivals. Since the 1980s, the reputation of Portuguese cinema was established worldwide thanks to authors such as Paulo Rocha, José Alvaro Morais and the gifted Manoel de Oliveira. Today, young filmmakers like Miguel Gomes and João Pedro Rodrigues arouse the enthusiasm of cinema lovers around the world. Is this "Portuguese miracle"- supported by an audacious cultural policy- about to be sacrificed? This is in any case what feared many key figures of the lusitanian cinema in an open letter published on 12 February in the Lisbon daily O Observador. Since 2013, a decree-law has profoundly revised the mode of functioning of the commissions in charge of allocating public financial support to the production of films. Previously, these committees were composed of skilled filmmakers, film technicians "with recognized cultural merit", according to the terms of

the first audiovisual laws. Since the decree-law of 2013, the jury members are now mainly from telecommunication companies, professional associations, or public and private television directorates ... whose cultural merit is not always easily recognized ... "¡ This new situation gave rise to obvious conflicts of interest and a certain opacity in the financial support to projects such as the most insipid telenovelas....

Under pressure from the cable channels, the current Portuguese government is preparing a new decree which perpetuates and endorses this situation. Reminding the Portuguese State about its obligations with regard to cultural diversity, the lusitanian film professionals have been able to count on broad international support. Among the 400 signatories of their open letter, eminent European filmmakers were present, including the Finnish artist Aki Kaurismaki, the Greek Costa-Gavras, the French Agnès Jaoui, Olivier Assayas and Bruno Dumont. This action seems to bear fruit, since the Portuguese government prefers for the time being to postpone the adoption of a new decree. ■



The film *Volta in Terra*, «Return to the Earth», in Portuguese, directed by Joao Pedro Placido, a Portuguese anthem for rural life. In accordance with nature, animals and men. A breath of fresh air.

The other side of hope

Silver Bear at the last Berlinale, *The other side of hope* marks the return to the cinema of the Finnish director Aki Kaurismaki. After *Le Havre* (2011 - Louis Delluc Prize), the filmmaker presents a new fiction about the chaotic journey of migrants in Europe. Leaving the port of Le Havre for the suburbs of Helsinki, *The other side of hope* narrates the adventures of a young Syrian refugee in Finland. Facing a rigid bureaucracy and the hostility of a part of the population, the young Khaled finally finds his guardian angel in Wikström, a fifty-year-old man in the midst of an existential crisis. Despite many difficulties, Khaled and Wikström try to set up an unlikely Japanese restaurant... At the top of his art, Kaurismaki realizes an ode to fraternity, full of humor and tenderness for his characters. Avoiding sentimentality, falsely naive, *The other side of hope* is a concentrate of what has made for thirty years the strength of the cinema of the Finnish director. Similar to the universe of Jacques Tati, distant heir to Charlie Chaplin, Kaurismaki realizes definitely his deepest film. After winning his Berlin prize, the Finnish laureate recalled an evidence that many of our contemporaries seem to ignore in these troubled times: "All refugees are not dirty and hungry. They're just human beings. Some have a job, they have studied. They just fled death". ■





CETA Quand l'Europe déraile

Paul Magnette

Editions Luc Pire

Ministre-président de la région wallonne, Paul Magnette s'est fait connaître des citoyens européens suite à sa courageuse opposition au Ceta – le traité de libre-échange Canada-UE. On aurait pourtant trop vite fait de classer le bourgmestre de Charleroi comme un eurosceptique ou un adversaire résolu des traités commerciaux. Pour cet ancien professeur de droit, l'idéal européen est à la source de son engagement politique. Partisan d'une Europe fédérale, il défend toutefois l'idée de « désobéir à l'Europe lorsque les intérêts de ses citoyens sont en jeu ». Ses arguments sont brillamment exposés dans « CETA : quand l'Europe déraile », un livre qui retrace l'histoire de son opposition à la Commission. Plaidoyer pour une Europe citoyenne, écologique et sociale, cet essai propose de nombreuses pistes pour un futur désirable.



Le Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2017

Réalisé sous la direction de Thierry Chopin et de Michel Foucher

Editions Lignes de repères

Comme chaque année, la Fondation Robert Schuman, laboratoire d'idées pro-européen, publie son Bilan sur l'état de l'UE. Rassemblant les contributions de chercheurs, d'eurodéputés et d'acteurs institutionnels de l'UE, ce rapport est devenu au fil des années, une référence incontournable pour tout observateur attentif de la

construction européenne. Divisée en cinq chapitres, cette édition 2017 du bilan s'intéresse aux enjeux politiques, économiques, géopolitiques pour l'UE pour les années à venir. Et c'est peu dire que l'optimisme n'est guère de mise dans l'ensemble des contributions. Soixante ans après la signature du traité de Rome, l'idéal européen est aujourd'hui en crise. Brexit, montée des populismes, Europe à plusieurs vitesses... En plus des nouveaux rapports de force internes, l'élection de Donald Trump, ou plus proche de nous, la dérive autoritaire qui s'observe en Turquie devrait pourtant inviter les européens à d'avantage d'unité et de cohésion politique.

Si l'on peut toutefois regretter une certaine propension au catastrophisme chez certains contributeurs et chez d'autres un enthousiasme presque béat sur les capacités autorégulatrices de l'économie de marché, ce document, par son très riche volet statistique constitue un document de choix pour appréhender l'actualité et le futur de la construction européenne.



Lettre à nos petits enfants

Jonh Maynard Keynes

Editions les liens qui libèrent

A travers Lettre à nos petits-enfants, l'économiste John Maynard Keynes tente de prévoir l'avenir du capitalisme. Il entrevoit l'émergence d'une société d'abondance permettant aux valeurs humaines de s'épanouir. Cet essai date de 1930 et pourtant, les thèmes qui y sont abordés sont on ne peut plus actuels : le capitalisme, les bouleversements de la société, la dépression ou encore, la réduction du temps de travail. Sur ce dernier point, Keynes imagine même la semaine de 15h. Nous n'en sommes pas encore là, mais avec les débats sur l'Intelligence artificiel, la question de l'utilisation du temps libre se pose bel et bien. Ce petit texte n'en est que plus frappant dans son

caractère visionnaire. Certes, toutes ces prédictions ne se sont pas réalisées mais les questionnements qu'il introduit restent valables. Le livre permet aussi de constater avec étonnement que l'écart entre ses prédictions et la réalité témoignent d'un changement de mentalité. Ainsi, le consumérisme n'avait pas encore sa place dans l'esprit d'un homme du siècle dernier, la perception des besoins était toute autre...



Bilan social de l'Union

européenne 2016

Observatoire social européen (OSE)
et l'Institut syndical européen (ETUI)

17^e Edition du Bilan social de l'Union Européenne

L'observatoire social européen (OSE) et l'Institut syndical européen ont collaboré à travers un ouvrage de 300 pages pour rendre compte des évolutions récentes des politiques sociales à l'échelle européenne et internationale. L'Europe se trouve à un tournant de son existence et ce livre traite des différents aspects de la « crise actuelle », le chômage de longue durée, l'afflux massif de réfugiés ou encore la désintégration de l'Europe. Les politiques européennes basées sur l'austérité conduisent au désamour de l'Europe et à des réactions extrêmes telles que le Brexit. L'intégration Européenne constitue le principal challenge actuel. Au-delà de la remise en cause de certaines politiques européennes, les auteurs abordent ainsi de façon analytique et théorique les questions essentielles pour le présent et le futur de l'Union Européenne. Les défis socio-économiques auxquels elle est confrontée sont décrits et des pistes sont proposées pour atteindre ses ambitions sociales. Cette parution fait donc écho aux préoccupations que l'ipse adressera dans sa 44^e Rencontre ainsi qu'à sa valeur-clé : la solidarité qui disparaîtrait peu à peu en Europe au profit de la réciprocité.

5 De quelle manière RES et l'Ipse pourront-ils travailler ensemble dans le but de construire une santé environnementale solidaire en Europe ?

L'enjeu de cette révolution de la santé n'est pas franco-français. Il est mondial et notamment européen. On a vu le rôle de frein de la Commission européenne par rapport à la définition des Perturbateurs Endocriniens, mais aussi le rôle posi-

chroniques et troubles musculo-squelettiques".

L'OMS Europe estimait qu'il serait possible d'éviter 80 % des maladies cardiaques, des accidents vasculaires cérébraux et des cas de diabète de type 2, 40 % des cancers. Elle attirait l'attention sur le fait que cela mettait en péril les systèmes d'assurance maladie et elle en concluait qu'il y avait nécessité de mener « une action globale pour freiner cette épidémie ».

Au niveau mondial, l'OMS a retenu comme objectif la diminution de la mortalité de 25 % d'ici 2025 pour les grandes maladies chroniques : maladies cardiovasculaires, cancers, maladies respiratoires chroniques et diabète en précisant que les pays développés peuvent se donner des objectifs plus ambitieux.

N'est-ce pas là un objectif justifiant de développer la santé environnementale à l'échelle européenne, car aucun pays n'échappe à cette crise. Qui sait que le premier pays au monde pour les cancers est le Danemark ; pour le cancer du sein, c'est la Belgique et pour le cancer de la prostate, la Norvège. Comment se fait-il que cette réalité ne suscite pas de grande politique européenne pour lutter contre les causes environnementales du cancer ... mais plus largement contre les grandes maladies chroniques ?

La coopération RES-Ipse peut viser à faire progresser cette prise de conscience. ■



tif des gouvernements français et suédois. Cela montre l'importance que tous les gouvernements se mobilisent sur cet enjeu. Mais ce n'est pas que l'affaire des gouvernements, c'est aussi et surtout celui de tous les citoyens européens. L'OMS Europe avait, dès septembre 2006, caractérisé la situation sanitaire en Europe : « 86% des décès et 77% de la charge de morbidité sont dus aux maladies non transmissibles en Europe : maladies cardio-vasculaires, cancer, problèmes de santé mentale, diabète sucré, maladies respiratoires

Les Perturbateurs endocriniens, qu'est-ce que c'est ?

Un Perturbateur Endocrinien (PE) est une substance chimique QUI PERTURBE LE SYSTÈME HORMONAL. Ce dernier associe plusieurs de nos organes dans la sécrétion et la fine régulation des hormones, qui constituent de véritables messagers chimiques indispensables au développement et au bon fonctionnement du corps.

Les Perturbateurs Endocriniens (PE) ont des EFFETS NÉFASTES sur les processus de synthèse, de sécrétion, de transport, d'action ou d'élimination des hormones. Ils peuvent, selon leur type, altérer le taux d'hormones dans le sang, les imiter, les bloquer ou encore modifier la quantité d'hormones envoyées aux organes.

L'équilibre de ce système est TRÈS FRAGILE, c'est pourquoi les dérèglements que les PE entraînent dans notre corps peuvent avoir de très lourdes conséquences. En particulier, dans les premières étapes de la vie, nos hormones jouent un rôle aussi important que les gènes dans le développement physiologique de l'individu : les impacts des PE sur le fœtus, le nourrisson, ou l'enfant en croissance peuvent s'avérer irréversibles.

2 What are the main challenges facing RES ?

The challenge is to make people understand that the growth of chronic diseases is not simply the

result of the aging of the population but represents a real health crisis.

3 What projects will RES bring in 2017 ?

The theme of environmental health, and more specifically the Endocrine Disruptors, has been brought up in the current presidential campaign by 3 major candidates Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon and Emmanuel Macron. It is the first time this happens in a presidential campaign and it is largely the consequence of the action of the RES. But we must implement means to achieve these objectives in terms of

research (we propose the creation of a French Institute of Research in Health Environment), training of health professionals and environmental professionals (engineers, architects, urban planners, etc.), but also the citizens must be involved in their own health. Prevention institutions such as the Maternal and Child Protection or the Occupational Health must be re-founded around this issue. That is the purpose of the Environmental Health Act that we are proposing.

4 How do you plan to bring to the attention of citizens the 16 proposals that you have addressed to the candidates in the French presidential election and what has been their reaction ?

We call for the organization of an Environmental Health Summit. To succeed in the health revolution we are proposing, there needs to be a great debate in society and this means bringing together

institutional and economic actors and representatives of civil society. Institutional reforms, but also more targeted proposals, such as organic development, are needed.

5 How can RES and Ipse will work together to build a solidarity-based environmental health in Europe ?

The challenge of this health revolution does not concern only the French. It is global and notably European. We have seen the European Commission's role in curbing the definition of Endocrine Disruptors, but also the positive role of the French and Swedish governments. This shows the importance of all governments taking action on this issue. But it is not just the business of governments, it is also and above all that of all European citizens. As of September 2006, WHO Europe had characterized the health situation in Europe: "86% of deaths and 77% of the burden of disease in Europe are due to non-communicable diseases: cardiovascular diseases, cancer, mental health problems, diabetes mellitus, chronic respiratory diseases and musculoskeletal disorders".

WHO Europe estimated that it would be possible to avoid 80% of heart diseases, strokes and type 2 diabetes, and 40% of cancers. It drew attention to the fact that this jeopardized the health insurance

systems and concluded that there was a need for "comprehensive action to curb this epidemic". At the global level, WHO has set a target of reducing mortality by 25% for major chronic diseases (cardiovascular diseases, cancer, chronic respiratory diseases and diabetes) by 2025, noting that developed countries can set more ambitious targets.

Is this not an objective justifying the development of environmental health on a European scale, as no country escapes this crisis? Who knows that the first country in the world for cancer is Denmark? For breast cancer, it is Belgium and for prostate cancer, Norway. How is it that this reality does not give rise to a major European policy to combat the environmental causes of cancer... but more widely against major chronic diseases?

The RES-Ipse cooperation can aim to advance this awareness. ■



From Motor Town to Green City, in just one step

Thanks to urban farms, the former capital of the automobile is gradually being rebuilt

The city of Detroit experienced a very bleak period: for decades it had radiated, thanks to the automobile industry, but it started to decline, and eventually went bankrupt in 2013. From then onwards people began to flee the city: from 1.8 million people in 2005 up to 700,000 in 2012. This has led to the closure of supermarkets, the deterioration of the transport network and an increase in purchase prices which has made Detroit a nutritional desert. It was no longer possible to shop for fresh produce without taking the car. In addition to this, there was the degradation of abandoned buildings and violence.

What to do? Some residents, helped by associations such as Greening of Detroit, took advantage of the vast abandoned grounds to create vegetable gardens. These associations, or NGOs, provide seeds, make the link between interested or complementary people, analyse soil pollution and help project developers with a clean-up approach. Cultivating the land can be learned and, once ac-

quired, this knowledge can enable the poorest people to cultivate their own vegetable gardens, if they have one, and thus to feed themselves. As for the shared gardens, all population groups participate side by



side: young and old, black and white.

Thanks to these urban farms, Detroit produces 200,000 tons of food per year. 1,788 gardens were created in a decade thanks to Greening of Detroit. Some of these urban farms use the fruit and vegetables produced to fight poverty. This is the case of Earthworks, whose products go to soup kitchens. But for the produces sold, the prices are not necessarily cheap...

This system is therefore not sufficient to counter inequalities. And Detroit is still struggling to recover: it lacks public services, such as education, because the current tax system does not allow it.

But beyond food production, the benefits of these urban farms are many: reduction of carbon emissions (no need to go miles to buy a salad!), better water management, soil decontamination, etc. Moreover, by modifying the landscapes and by creating common interests, these gardens ensure a renewal of the population. The new inhabitants are eager to set up their own projects, they see in Detroit an immense field of possibilities.

The city is also attracting artists and humanitarian projects. It creates a culture of local development, mutual aid and energy saving where children can see how to produce healthy food. These are also IPSE's values, which it seeks to make live through its section "Folliforme" in the quarterly Folio magazine ■



Folliforme



Le lupin est une graine miracle aux nombreuses vertus qui a été exploitée par l'homme depuis au moins 4 000 ans. Cette légumineuse fut historiquement très utilisée pour l'alimentation animale (jusqu'à l'avènement du soja). Les Romains utilisaient les graines de lupin comme un substitut pour les pièces dans leurs jeux, d'où vient le dicton : "Lupinus Mummus" (un peu de fausse monnaie). Ils ont vulgarisé cette source de protéines et l'ont fait connaître dans toute l'Europe. Réce-

mmement, du fait de la suprématie du soja, le lupin a souvent été cantonné dans un rôle de plante ornementale. Ce n'est que très récemment que son intérêt comme source de protéines est revenu sur le devant de la scène du fait de la dépendance européenne aux importations de soja, souvent OGM.

Bien plus de bienfaits sur notre santé qu'il n'y paraît

Le lupin est riche en protéines d'environ 38 à 39 %.

En plus d'avoir de bonnes propriétés nutritionnelles, le lupin a une excellente digestibilité et ne fait pas monter le taux de cholestérol.

D'après plusieurs études, une consommation habituelle de lupin prévient l'hypertension et réduit le niveau de cholestérol dans le corps.

De plus, grâce aux propriétés d'une substance appelée « tocophérol » le lupin serait utile pour la prévention du diabète de type 2 et également pour la prévention du cancer du côlon.



Muffins à la farine de Lupin et myrtilles 145 cal/par muffin

la farine de lupin permet de remplacer les oeufs dans les brioches, cakes, mayonnaises... grâce à ses propriétés émulsifiantes. Elle donne aux préparations sa belle couleur jaune et son petit goût de noisette.



Ingrédient :

- 150 gr de bananes fraîche
- 1 oeuf
- 2 sachets de sucre vanillé ou sucre de fleur de coco
- 35 gr d'huile de coco
- 70 gr de farine de lupin
- 30 gr de maïzena
- 8 gr de bicarbonate
- 50 gr de myrtilles

Préparation :

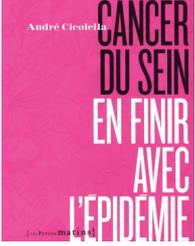
- Mixer et battre ensemble la banane, l'œuf et le sucre vanillé.
- Faire fondre l'huile de coco puis ajouter au mélange.
- Incorporer la farine de lupin, la maïzena, et en dernier lieu la levure et les myrtilles.
- Versez la préparation dans des caissettes à muffins.
- Enfourez à 220 degrés (15-20 minutes).



Follibook

CANCER DU SEIN, EN FINIR AVEC L'EPIDEMIE

André Cicolella



Editions Les petits matins

Entre 1980 et 2012, le nombre de femmes touchées par le cancer du sein en France a plus que doublé. Paradoxalement, certains pays aux modes de vie plus traditionnels sont épargnés par cette évolution tel que le Bhoutan qui a gardé un mode de vie beaucoup plus traditionnel.

L'auteur tend donc à démontrer que les facteurs de risques se trouvent dans notre environnement et que des mesures doivent être prises pour les éviter. Perturbateurs endocriniens, rayonnements ionisants, obésité, conditions de travail sont autant de facteurs sur lesquels une action est possible. André Cicolella se pose ainsi en lanceur d'alerte et ce livre a pour but d'inciter les pouvoirs publics à faire de ces problèmes une priorité. Un livre concis, clair et pédagogique qui nous fait prendre conscience de l'ampleur de cette maladie et de son évolution alarmante.

2038, LES FUTURS DU MONDE

Virginie Raison



Editions Robert Laffont

Virginie Raison, spécialiste de géopolitique et de relations internationales s'est appuyée sur le travail de l'équipe pluri-disciplinaire du Lépac (Laboratoire d'études prospectives et d'analyses cartographiques) pour rédiger un nouvel atlas intitulé

« 2038, les futurs du monde ». A travers un visuel très travaillé et original qui animent les cartes et graphiques en tous genres, cet atlas nous transporte dans différentes versions d'un futur possible. Ce travail prospectif prend en compte les phénomènes passés et les tendances actuelles, les variables et les constantes. Les thèmes abordés sont l'évolution démographique, le vieillissement de la population, le recul de la pauvreté, l'épuisement de la terre, le Big Data, le de-

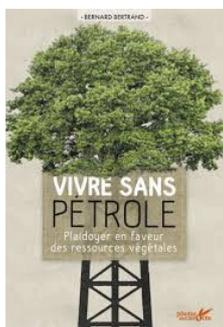
venir du travail etc. Des sujets originaux sont étudiés tels que la rareté du sable. Bien entendu, comme il s'agit d'un travail d'auteur, il implique un parti pris, il aura fallu faire un choix entre les différents scénarios prospectifs qui s'offrent à nous. Le but de cet ouvrage est de sensibiliser le citoyen afin qu'il prenne les choses en main pour éviter que le pire des scénarios se réalise. Certes, cet ouvrage n'est pas exhaustif, il y est difficile d'intégrer les scénarios de ruptures et les aspects non quantifiables tels que l'évolution des valeurs, mais il présente un fort intérêt pédagogique et nous fait comprendre que la protection de l'environnement est une priorité absolue.



VIVRE SANS PETROLE

Plaidoyer en faveur des ressources végétales

Bernard Bertrand



Editions Plume de Carotte

Notre société est celle du pétrole, de l'essence à tous ses dérivés plastiques. Notre vie est ainsi remplie d'objets issus de cette ressource énergétique. Mais que se passera-t-il quand les stocks seront épuisés ?

Suivez la piste du végétal et redécouvrez comment nos grands-parents utilisaient les plantes dans leur vie quotidienne avant l'avènement du pétrole.

Cela paraît inimaginable aujourd'hui, mais il y a à peine 80 ans, les sacs et les emballages étaient en vannerie, les vêtements étaient tissés en chanvre, en lin ou en coton, ... Et même les tétines des biberons n'étaient pas en plastique ! Espèce après espèce, vous allez découvrir comment les plantes nous ont donné le meilleur d'elles-mêmes et nous ont permis pendant des millénaires de nous passer du pétrole et d'éviter la culture du gaspillage qui caractérise si bien notre société de consommation aujourd'hui. De quoi réfléchir pour l'avenir et du rapport que doivent entretenir les populations avec leur milieu de vie !

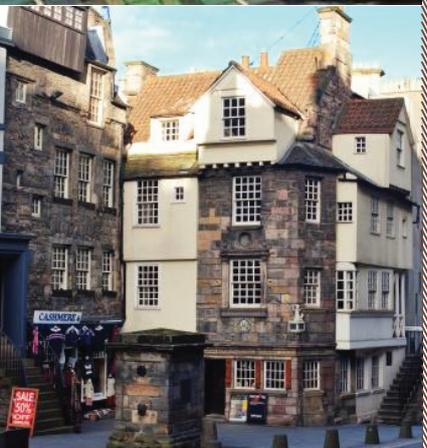


Avez-vous déjà tendu l'oreille pour écouter la nature ? Elle raconte des histoires humaines et Plume de carotte vous les fait partager.



Créées à Toulouse par Frédéric Lisak, les Editions Plume de carotte se passionnent pour tout ce qui gravite autour de la rencontre des plantes et des hommes.

- Plume de Carotte c'est d'abord une maison d'édition nature**
- Plume de Carotte c'est un savant mélange de compétences**
- Plume de carotte c'est un engagement environnemental fort**
- Plume de carotte c'est une grande famille**



44^e Rencontre Ipse Edimbourg 31 août et 1^{er} septembre 2017

L'Ipse vous invite à participer à la

44^e Rencontre Ipse

sur le thème :

L'Europe autrement, de nouveaux espaces pour la protection sociale ?

Quatre sessions pour s'informer, observer, analyser, échanger et proposer

Première session : Les nouveaux espaces au sein de l'Europe géopolitique, économique, et sociale dans un monde en mutation

Deuxième session : Les nouveaux espaces du travail, l'adaptation de la protection sociale confrontée à la quatrième révolution industrielle

Troisième session : Les nouveaux espaces face à la montée des risques environnementaux ; changement de paradigme économique et nouveaux modèles prédictifs

Quatrième session : Les réponses des entreprises de la protection sociale, de l'économie sociale et solidaire pour le vivre ensemble

Réservez dès à présent vos dates !

Le programme détaillé de la Rencontre Ipse sera bientôt disponible
Sur le site internet www.europipse.org



Ipse 92 boulevard de Magenta - F 75010 Paris
Tél. +33 1 40 37 13 88 - www.europipse.org